

Les assises de l'association des écoles d'art saisies par des actions

#MeToo

Par [Jade Pillaudin](#)

13 novembre 2025 à 20h48



Plénière d'ouverture, table

ronde : "Ecole d'art et service public", mardi 4 novembre, Espace Bargemon, Marseille.
© Beaux-Arts de Marseille/Nadia Slimani.

Nombreux étaient les sujets prévus à la table des assises de l'[ANDÉA](#) (Association nationale des écoles supérieures d'art et design publiques), tenues du 5 au 7 novembre aux Beaux-Arts de Marseille. Tout d'abord, l'urgence d'un engagement plus fort de l'État pour les 33 écoles territoriales du pays, afin de mettre un terme, selon l'ANDÉA, « à l'inégalité de traitement au sein de mêmes diplômes nationaux, et augmenter la dotation de l'État à leur endroit ». Mais aussi la nécessité de réformer les statuts des enseignants, dont les missions ne correspondent pas aux diplômes ; la révision des statuts des techniciens d'ateliers ; les perspectives d'innovation pédagogique et créative, ou encore l'inclusion et les débouchés post-diplôme.

Mais un thème était un absent : celui du traitement des violences et harcèlements sexistes et sexuels (VHSS), qui ont fait l'objet, depuis plus de cinq ans, d'actions de syndicats étudiants, d'enquêtes journalistiques ([ici](#), [là](#) ou encore [là](#)), de mobilisations du collectif #metooartcontemporain, mais aussi de publications de témoignages anonymes d'étudiants ou de personnels dans plusieurs établissements. Ces derniers avaient, [dès 2020, vu naître le hashtag #balanceTonécoledart](#). Cette même année, l'ANDÉA avait publié le protocole « École habitable contre les violences sexistes et sexuelles ». Aujourd'hui, des personnes luttant contre les VHSS estiment que les directions d'écoles n'agissent que trop peu pour la prévention de tels actes, et ne réussissent ni à protéger ni à accompagner celles et ceux qui entament des démarches. Aux Beaux-Arts de Marseille, l'affiche qui avait été collée le 22 octobre dans les toilettes du Grand Palais, en plein vernissage de la foire Art Basel Paris, et qui listait 34 noms de personnes du milieu de l'art au côté des mots : « *harcèlement, agression, viol* » (sans que l'on sache quel fait était attribué à qui), a été placardée et déroulée sur du papier toilette dans l'amphithéâtre, enrichie de cinq noms. Le 6 novembre, une quinzaine d'élèves ont empêché la tenue d'une table ronde à laquelle devait participer un directeur d'école d'art, qui a annulé sa venue au dernier moment. La veille, une assemblée générale de l'intersyndicale École d'art et design en lutte avait contesté sa présence. Des échanges vifs ont eu lieu pendant plus d'une heure et demie entre intervenants et élèves, ces derniers dénonçant notamment le manque de suivi des signalements, le maintien en poste d'agresseurs présumés, mais aussi l'augmentation générale des discriminations. Une enseignante a aussi témoigné du harcèlement qu'elle aurait

subi de la part de son ancien directeur, qu'elle accuse de management toxique. « *L'affaire d'Art Basel a bouleversé le contexte dans lequel nous avons travaillé*, reconnaissent les coprésidents de l'ANdÉA, Cédric Loire et Ulrika Byttner. *Nous n'avons sans doute pas mesuré à temps l'ampleur de ses répercussions et la nécessité de réorganiser certaines séquences.* » Face aux accusations d'inertie des directions d'écoles d'art, ceux-ci estiment que « *prétendre que rien n'est fait est faux. Dire qu'il reste beaucoup à faire, c'est évident. La mise en œuvre est rendue difficile par la précarité structurelle dans laquelle fonctionnent nombre d'écoles publiques d'art et de design.* Les étudiants rappellent à juste titre que certaines situations perdurent et que des directions peinent à agir. *Mais nous sommes convaincus qu'aujourd'hui, aucune direction ne reste les bras croisés. Il faut désormais améliorer les dispositifs de signalement et de prise en charge : c'est un chantier collectif.* ». S'estimant mise de côté par l'ANdÉA, l'intersyndicale Écoles d'art et de design en lutte s'est de son côté fendue d'un [communiqué](#) virulent : elle réclame davantage de dialogue entre écoles, État et syndicats, pointant « *des directions d'écoles majoritairement autoritaires et opaques* », des « *problèmes de gouvernance, des statuts des établissements et des personnels inadaptés, la souffrance au travail et dans les études* », et demande de « *mettre à jour les comportements toxiques sur lesquels l'ANdÉA ferme les yeux* ».